

## **IDE, ouverture commerciale et croissance économique : Evidence empirique pour le Maroc (1985-2020)**

### **FDI, trade openness and economic growth: Empirical evidence for Morocco (1985-2020)**

**ANNAJI Hassane**

Docteur en sciences économiques et gestion

Faculté Polydisciplinaire de Larache

Université Abdelmalek Essaadi

Gouvernance et Economie Durable et Développement  
Maroc

**Mr.annaji@gmail.com**

**ZAHOUANI Chadia**

Doctorante

Faculté Polydisciplinaire de Larache

Université Abdelmalek Essaadi

Gouvernance et Economie Durable et Développement  
Maroc

**Ch.zahouani@gmail.com**

**OUAZZANI Ahmed**

Enseignant chercheur

Faculté Polydisciplinaire de Larache

Université Abdelmalek Essaadi

Gouvernance et Economie Durable et Développement  
Maroc

**a.ouazzani@uae.ac.ma**

**Date de soumission** : 30/03/2023

**Date d'acceptation** : 11/05/2023

**Pour citer cet article** :

ANNAJI H. & AL . (2023) « IDE, ouverture commerciale et croissance économique : Evidence empirique pour le Maroc (1985-2020) », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 4 : Numéro 5 » pp :186 – 207.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



## Résumé

L'objectif de ce papier est d'évaluer les effets de l'investissement direct étranger (IDE) et de sa combinaison avec l'ouverture commerciale sur la croissance économique du Maroc. La littérature théorique montre qu'il existe un quasi-consensus sur l'effet positif de l'IDE sur la croissance économique du pays d'accueil. Toutefois, cet effet dépend de plusieurs conditions préalables, dont le degré d'ouverture commerciale du pays.

Afin d'aborder cette question, nous déployons l'approche « AutoRegressive Distributed Lag » (ARDL) basée sur des données macroéconomiques du Maroc couvrant la période 1985-2020. Les résultats obtenus lors de cette investigation empirique révèlent que les investissements directs étrangers exercent un effet positif et significatif sur la croissance économique du Maroc pour la période étudiée. Notre estimation a de même montré l'effet positif et significatif de l'interaction entre l'IDE et l'ouverture commerciale.

**Mots clés :** Investissements directs étrangers ; ouverture commerciale ; croissance économique ; effet économique ; effet d'interaction.

## Abstract

The objective of this paper is to assess the impacts of foreign direct investment (FDI) and its combination with trade openness on Morocco's economic growth. The theoretical literature shows that there is a quasi-consensus on the positive effect of FDI on the economic growth of the host country. However, this effect depends on several preconditions, including the degree of trade openness of the country.

In order to address this question, we deploy the “AutoRegressive Distributed Lag” (ARDL) approach based on macroeconomic data from Morocco covering the period 1985-2020.

The results obtained during this empirical investigation reveal that foreign direct investment has a positive and significant effect on Morocco's economic growth for the period studied. Our estimation also showed the positive and significant effect of the interaction between FDI and trade openness.

**Keywords:** Foreign direct investments; trade openness; economic growth; economic effects; interaction effects.

## Introduction

L'importance accordée aux investissements directs étrangers résulte principalement de l'expansion considérable de ces flux au cours du dernier quart de siècle, dont une part importante est destinée aux pays en développement. Selon les données de la CNUCED, les flux d'IDE dans le monde sont passés de 205 milliards de dollars en 1990 à 1 500 milliards de dollars en 2021, tandis que pour les pays en développement, ils sont passés d'environ 34 milliards de dollars à 836,5 milliards de dollars sur la même période. Cette croissance impressionnante s'explique en grande partie par la concurrence féroce entre les pays pour attirer les investissements directs étrangers.

Ainsi, plusieurs pays, notamment les PVD, ont mis en place des politiques d'attractivité en investissant des fonds importants en sus de tirer profit de la présence d'IDE sur leurs territoires. En fait, l'une des raisons majeures qui incite les pays à investir dans l'attractivité des IDE est que ces derniers constituent une alternative pour le financement de l'économie qui souffre de la faiblesse de l'épargne intérieure, à cette raison s'ajoute les retombées positives des IDE sur la croissance des pays d'accueil. D'où l'utilité d'une réflexion sur la question des IDE et leurs effets attendus sur l'économie.

Dans la littérature, plusieurs études, théoriques et empiriques, ont confirmé les effets positifs des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays hôtes. En plus de leur contribution au financement de l'économie (Mallampally & al., 1999), en comblant le gap résultant de l'insuffisance de l'épargne intérieure, les IDE permettent, d'une part, de renforcer la concurrence entre les firmes locales en stimulant leur capacité productive et leur efficacité technique et économique, de participer à la création de la valeur ajoutée, de renforcer les exportations et de créer de l'emploi (De Mello, 1999 ; Barrell et Pain, 1997 ; Dutt, 1997). En d'autre part, les IDE est supposé stimuler la croissance indirectement par les spillovers technologiques transmis vers les entreprises nationales, ce qui fait de l'IDE l'un des canaux les plus dynamiques pour la transmission de la technologie et du savoir entre pays (Romer, 1993, De Mello, 1999 ; Barrell et Pain, 1997 ; Dutt, 1997, Boudjedra, 2004).

De sa part, l'OMC souligne le rôle des firmes multinationales dans le transfert technologique : *« dans le cadre du débat sur le rôle des multinationales dans les transferts internationaux de technologie, il a été parfois avancé que ce sont les effets spillovers ou les retombées de l'IDE, qui constituent le principal canal de diffusion de technologies modernes et avancées, et non les accords formels de transfert de technologie »* (1998, p. 3).

Toutefois, les IDE ne peuvent jouer pleinement leur rôle en tant que stimulateur de croissance qu'en présence d'une panoplie de conditions dans l'économie hôte (Nurbel et Ahamada, 2008). Ces conditions constituent, généralement, la capacité d'absorption du pays, tel que la qualification de la main d'œuvre, le développement financier, le niveau des infrastructures et l'ouverture commerciale. Ainsi, une faible capacité d'absorption peut limiter les effets positifs des IDE sur la croissance du pays hôte (Borensztein et al., 1998). Cette théorie trouve sa justification dans l'idée que la croissance dans les pays en voie de développement dépend de leurs capacités de s'adapter et de tirer profit de la technologie dont disposent les pays développés (Barro et Sala-i-Martin, 1997). C'est grâce à ces nouvelles technologies, les nouvelles modes de gestion et le savoir-faire que les économies en développement puissent atteindre des niveaux de croissance élevés par rapport à ceux réalisés auparavant. Ainsi, l'IDE est considéré comme un canal, parmi d'autre, qui permet le transfert de ces technologies vers les PVD.

En fait, dans les modèles néoclassiques de la croissance, les flux d'IDE n'ont d'effets positifs sur la croissance du pays hôte qu'à court terme, alors qu'à long terme, l'IDE n'exerce aucun effet sur la croissance. Toutefois, les théories de la croissance endogène, confirment l'effet positif de l'IDE sur la croissance à long terme. Selon ces théories, les pays en voie de développement ne peuvent réussir un rattrapage économique qu'à travers l'acquisition et l'adoption des nouvelles technologies via le commerce international et l'IDE. Ce dernier demeure la solution la moins coûteuse pour l'adoption des nouvelles technologies. Dans ce sens, les travaux réalisés par (Borensztein et al. 1998 ; Berthélemy & Demurger, 2000 ; Baldwin et al. 2005) ont montré que les IDE stimulent la croissance par le biais de l'accroissement du stock de connaissance dans les pays hôtes.

En outre, ce consensus dans la littérature théorique concernant les effets positifs des IDE sur la croissance est renforcé par plusieurs travaux empiriques qui mettent en relation l'IDE et la croissance. Ainsi, dans une étude

En effet, plusieurs travaux empiriques ont été réalisés pour examiner les effets des IDE sur la croissance économique des pays d'accueil. À titre d'exemple, les études réalisées sur la Chine par (Husain et Wang, 1996 ; Zhang, 2001 ; Tang et al., 2008 ; Iqbal Chaudhry et al., 2013) ont trouvé que les IDE exercent un effet positif sur la croissance économique du pays. Les mêmes résultats ont été confirmés pour le cas de l'Afrique par (Sharma et Abekah, 2008 ; Awolusi et Adeyeye, 2016), et pour le cas de l'Afrique subsaharienne par (Adams, 2009 ; Jugurnath et al.,

2016). Les auteurs de ces études ont conclu que les IDE sont considérés parmi les facteurs déterminant de la croissance économique.

En outre, Pour J. Bouiyou et S. Taoufik (2007), les pays désireux de bénéficier pleinement des retombées technologiques transférées par les FMN doivent multiplier leurs efforts permettant l'attrait des IDE, notamment, ceux à forte valeur ajoutée technologique, mais aussi de renforcer le niveau du capital humain dont ils disposent. Ces suggestions viennent suite à une étude réalisée sur 18 secteurs de l'industrie manufacturière Marocaine sur la période 1987-1996 dans le but d'analyser l'effet des IDE sur la productivité totale des facteurs des firmes nationales. Les auteurs ont trouvé aussi que le capital humain représente une précondition pour que les IDE et l'ouverture commerciale exercent un effet positif et significatif sur la productivité des firmes locales marocaines.

D'autre part, des auteurs ont conclu que les effets des IDE sur la croissance sont conditionnés par d'autres facteurs, tel que l'ouverture aux échanges extérieurs. À cet égard (Balasubramanyam et al., 1996 ; Bhagwati, 1978) ont réalisé une étude sur un panier de 46 pays en développement dans le but d'examiner l'effet exercé par l'ouverture commerciale sur la relation IDE-croissance. Les auteurs ont trouvé que l'ouverture commerciale joue un rôle catalyseur dans la relation IDE-croissance ; l'effet positif des externalités liés aux IDE sur la croissance dépend du degré d'ouverture du pays d'accueil. De leur part De Mello et al. (1999) ont confirmé que les pays les plus ouverts au commerce international bénéficient davantage de la présence des IDE sur leur territoire. Autrement dit, les pays qui n'ont pas un degré d'ouverture commerciale élevé ne bénéficient pas pleinement des effets des IDE. En effet, l'ouverture commerciale est considérée comme facteur catalyseur des effets de l'IDE sur la croissance. Les résultats de ces études ont confirmé ceux conclus par H. Kawai (1994).

De même, Jansen a effectué en 1995 une étude en utilisant les données de l'économie de Thaïlande pour évaluer les effets des IDE et des exportations sur la croissance économique. L'auteur a tiré comme résultat que les deux variables ont un impact positif sur la croissance du Thaïlande.

Dans une étude réalisée par S. Benslimane et M. Zouikri (2016) sur trois pays Maghrébins (La Tunisie, le Maroc et l'Algérie) sur la période allant de 1980 à 2012, en vue de déterminer l'effet des IDE sur la croissance économique de ces pays, ainsi que sur leurs activités d'exportation. Les auteurs ont tiré comme résultats que l'activité d'exportation des trois pays est liée positivement aux IDE reçus. Cependant, la dynamique de ce lien se diffère d'un pays à un autre.

En effet, plusieurs études empiriques ont confirmé que l'investissement direct étranger (IDE) avait un effet positif sur la croissance économique du pays hôte. Cependant, de nombreux chercheurs ont également suggéré que cet effet dépendait d'autres facteurs, tels que le niveau de capital humain et l'ouverture commerciale du pays d'accueil.

Le présent travail fait partie des études qui visent à évaluer l'impact de l'investissement direct étranger (IDE) sur la croissance économique des pays hôtes, en prenant en compte les éléments de la capacité d'absorption de ces pays. Dans cette optique, l'objectif de cette étude est d'examiner l'effet de l'IDE et de son interaction avec l'ouverture commerciale sur la croissance économique du Maroc pendant la période 1985-2020. On cherche à répondre à la question suivante :

**« Dans quelle mesure les IDE combinés à l'ouverture commerciale impactent la croissance économique du Maroc ? »**

Pour répondre à cette question, nous avons adopté une approche méthodologique qui repose sur la modélisation des données macroéconomiques du Maroc entre 1985 et 2020, en utilisant le modèle ARDL (Auto-Regressive Distributed Lag).

Notre travail est structuré comme suit : Tout d'abord, dans la première section, nous offrons une vue d'ensemble des investissements directs étrangers au Maroc. Dans la deuxième section, nous examinons l'évolution des échanges commerciaux du Maroc au fil de la période d'étude et présentons la structure de ces échanges (répartition géographique et par groupes de produits). Enfin, dans la dernière section, nous mettons en évidence de manière empirique, à l'aide d'un outil économétrique, l'effet de l'IDE et de l'interaction entre l'IDE et l'ouverture commerciale sur la croissance économique du Maroc entre 1985 et 2020.

## **1. Aperçu général sur l'IDE au Maroc**

Au cours de la période du protectorat, les capitaux de la métropole se sont concentrés dans les deux secteurs minier et agricole pour satisfaire la demande externe. « Le secteur minier était en grande partie sous contrôle de la banque Roshild avec Pennanya, la banque de Paris et des Pays-Bas participait à l'exportation des mines, contrôlait la production des charbonnages, la chérifienne des pétroles monopolisait l'électricité et les chemins de fer. Quant à l'industrie manufacturière naissante, elle appartenait aux grands groupes comme Carnaud ».

En revanche, la période de l'indépendance a été marquée par une diminution des flux des capitaux de la métropole, notamment que le pays cherchait son indépendance économique. En effet, le volume des capitaux a fortement décru, et le nombre des entreprises étrangères a connu une diminution remarquable (en 1952, 488 sociétés étrangères sont dissoutes), ce qui a affecté

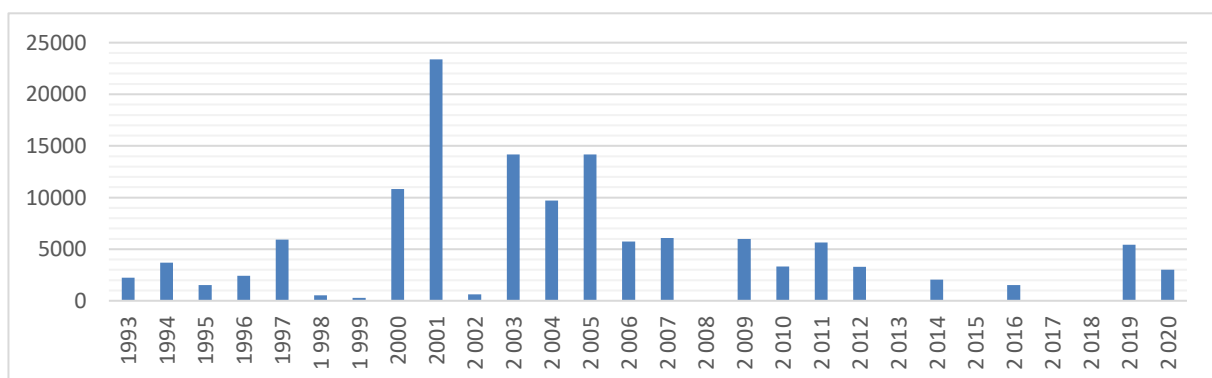
négativement le tissu productif national. Par ailleurs, cette période s'est caractérisée par un ralentissement de l'activité économique, ce qui a poussé les autorités publiques de mettre en place une politique économique permettant de relancer l'économie nationale. À cet égard l'État marocain a procédé à la réforme du secteur agraire considéré à l'époque le premier levier de l'économie marocaine, ainsi que la mise en place d'une industrialisation de base.

En fait, la fuite des capitaux étrangers provoquée par la politique de la marocanisation de l'économie nationale n'a pas impacté la situation du contrôle du système productif marocain par les sociétés de la métropole, et à cet égard nous signalons que jusqu'aux années 1970, près de 65% de la production nationale était couverte par ces sociétés.

En résumé, malgré les efforts de l'État dans le but de la marocanisation du tissu productif national, les sociétés marocaines n'ont pas pu intégrer le processus d'édification d'un tissu industriel purement marocain. Cependant, elles se sont orientées vers d'autres activités telles que l'immobilier et le commerce.

La mise en place du programme de privatisation en 1989 est considérée comme le point de reprise de l'entrée des capitaux étrangers au Maroc. Les premières opérations de privatisation ont généré près de 2223 Millions de dirhams en 1993. Tandis que le montant total des opérations de privatisation depuis 1993 jusqu'à 2020 a atteint 132 milliards de dirhams. Par ailleurs, la part des recettes de privatisation dans le PIB a évolué en moyen de 0,4%, 0,5% et 0,2% successivement sur les périodes 1990-1999, 2000-2009 et 2010-2020.

**Graphique 1.1 :** Recettes de privatisation au Maroc entre 1993 et 2020 (en millions de Dirhams)



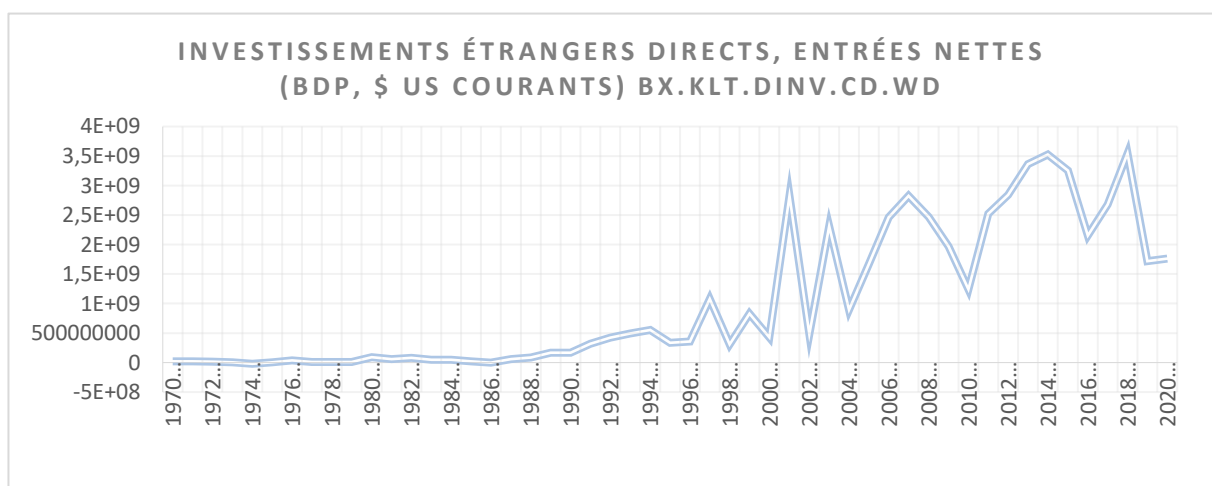
**Source :** élaboré par l'auteur sur la base des données du ministère de l'économie et des finances et de Bank Al-Maghreb, 2021



Depuis la première opération de privatisation réalisée en 1993, le Maroc a généré un montant de 132 milliards de dirhams jusqu'à l'année 2020. Ce montant correspond aussi bien aux opérations de transfert de participations et d'entreprises publiques, y compris celles relatives à la banque centrale populaire (9 990 Millions de dirhams), et à l'octroi des licences Maroc Telecom (12 297 millions de dirhams). Les recettes de privatisation des entreprises publiques dans le cadre de la loi N° 39-89 se sont élevées à 109 297 millions de dirhams (graphique 1.1). En fait, Les années 2000 ont connu deux grandes opérations de privatisations dans des secteurs stratégiques, il s'agit de la cession des parts du capital de Maroc Telecom (35% en 2001, 14,9 % en 2004, 16% en 2005, 0,1% en 2006 et 4% en 2007), et de la Régie des tabacs (80% en 2003 et 20% en 2006). Ces opérations ont renforcé le budget de l'État durant cette décennie ce qui a relancé les investissements publics durant la même période.

Bien que la privatisation est considérée comme la caractéristique principale de l'attractivité des flux d'IDE entrés, notamment dans les années 1990 et les années 2000, l'attractivité du territoire marocain a pu générer des flux d'IDE importants depuis la fin des années 1990 (Delphi Automotive, Renault Nissan, Goodyear, ...etc)

**Graphique 1.2 :** Flux des Investissements Directs Etrangers entrants au Maroc entre 1970 et 2020 (en Dollars courants)



**Source :** élaboré par l'auteur sur la base des données publiées par la banque mondiale, 2022

Les deux graphiques en dessus montrent que la politique de privatisation a joué un rôle important dans l'augmentation des flux d'investissements directs étrangers entrants au Maroc dès son mise en place en 1990, ce qui explique la dépendance des IDE au processus de



privatisation adopté par l'État. Cette dépendance apparaît bien dans la volatilité des flux d'IDE notamment durant les vingt premières années après l'entrée en vigueur de la loi 39-89<sup>1</sup>.

Le graphique 1.2 montre que les flux d'IDE ont atteint pour la première fois un montant important qui s'élève à 1,07 milliards de dollars. Cette augmentation est dû à la cession de 11 entreprises (y compris la SAMIR) de l'État au secteur privé pour une valeur de 368 millions de dollars, et la concession de la centrale thermique d'électricité de Jorf Lasfar qui représente presque 60% des flux d'IDE réalisés à l'époque. Néanmoins, la décision de stopper provisoirement les opérations de privatisation en révisant la loi 39-89 en 1998 a fait diminuer les flux d'IDE sur la période 1998-2000. Alors que le redémarrage du programme de privatisation en 2001 a permis de réaugmenter les recettes de la privatisation pour atteindre presque 2,4 milliards de dollars, ce qui explique le deuxième pic des flux d'IDE constaté dans le graphique 25. Ces derniers ont atteint 2,8 milliards de dollars en bénéficiant de la privatisation de 35% du grand opérateur du secteur de télécommunication « Maroc Telecom » pour 2,7 milliards de dollars. D'autre part, l'année 2003 coïncidait avec la cession de 80% de la Régie des Tabacs pour une valeur de 1,7 milliards de dollars. Cette opération de privatisation est considérée comme la plus importante après celle de Maroc Telecom. Alors que la diminution des flux d'IDE en 2002 s'explique par la chute des recettes de la privatisation qui n'ont pas dépassé 622 millions de dirhams.

En d'autre, l'analyse de la structure des IDE au Maroc, montre que par rapport à la leur source, les investissements européens réalisés au Maroc représentaient durant les six dernières années 74,73%, en valeur moyenne, du cumul des flux nets d'investissements de la même période. Cette valeur a atteint 10,4 milliards de dirhams en 2019 contre 21,4 Milliards pour l'année antérieure. Ceci signifie que les IDE d'origine de l'Europe monopolisent le marché d'investissement au Maroc. Ce constat peut être expliqué par plusieurs facteurs tels que la position géographique et stratégique du Maroc en tant que pays liant les deux continents africain et européen, les incitations présentées par l'État pour les multinationales européennes notamment les entreprises françaises dans le but de les attirer à s'implanter sur le territoire national, ainsi que les opportunités qu'offre le Maroc en termes de pénétration des marchés africains par ces multinationales.

---

<sup>1</sup> La loi N° 39-89 adoptée par la Chambre des Représentants le 11 jourmada I 1410 (11 décembre 1989), autorise le transfert de la propriété des entreprises publiques au secteur privé.

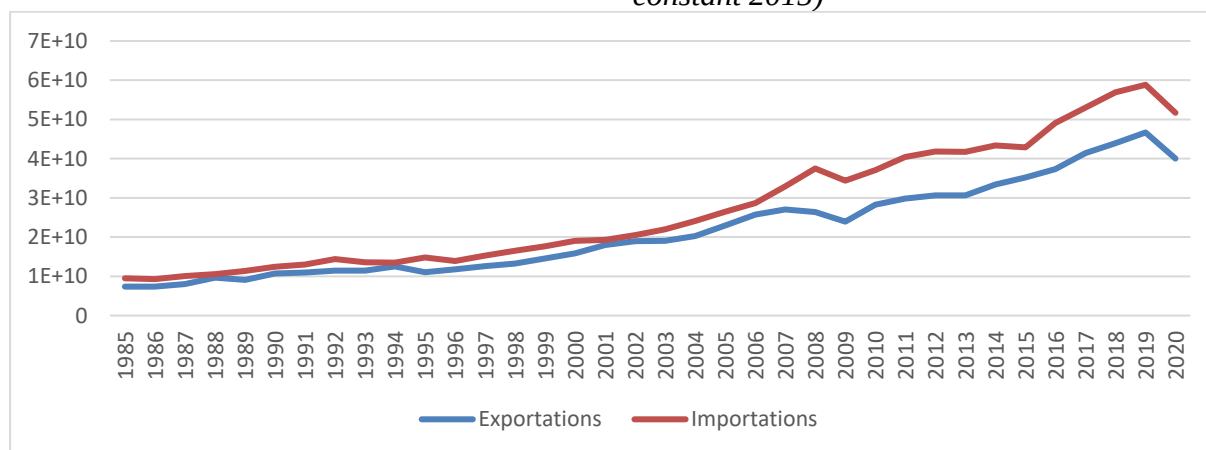
Pour ce qui de la répartition sectorielle des IDE au Maroc, les statistiques montrent que les secteurs de l'industrie, l'immobilier et les télécommunications ont attiré le plus d'IDE sur la période 2015-2019. En 2019, la part du secteur de l'industrie représentait 23,74% du total du stock d'IDE, l'immobilier représentait 18,41% et les télécommunications se sont classé en troisième position avec une part de 13,67%. Néanmoins, pendant la période 1999-2012, le secteur des télécommunications s'est classé en première position avec un taux de 27,5% suivi de l'industrie avec un taux de 23,4% et de 15% pour le tourisme et 14,5% pour l'immobilier.

## 2. Evolution et structure des échanges commerciaux au Maroc

A l'instar de plusieurs pays en voie de développement, le Maroc s'est engagé depuis longtemps dans une stratégie d'ouverture économique. Le taux d'ouverture de l'économie marocaine a augmenté d'environ 31% entre 1985 et 2020, passant de 45,11% en 1985 à 76,06% en 2020. Ce degré d'ouverture réalisé, notamment dans les vingt dernières années s'explique par la signature de plusieurs accords de libre-échanges avec l'extérieur, à savoir l'accord d'échanges signé avec l'UE en 1996 (entré en vigueur en 2000), l'accord signé avec l'États Unis et la Turquie en 2004 (entré en vigueur en 2006), etc.

L'analyse du graphique 19 révèle une évolution croissante des exportations et des importations du pays au cours de la période 1985-2020. Les deux grandeurs évoluent, respectivement, à un rythme annuel moyen de 4,93% et 4,96% au cours de la période d'étude (1985-2020).

**Graphique 2.1 :** Evolution des échanges extérieurs du Maroc pendant 1985-2020 (en dollars constant 2015)



**Source :** Elaboré par l'auteur sur la base des indicateurs de développement dans le monde, WDI 2021

Depuis 1985, les transactions sur les biens et services avec l'extérieur ont enregistré des taux de croissance positifs d'une année à l'autre, toutefois cette évolution croissante a connu quelques périodes de régression, dont notamment, celle de 1995-1997 caractérisée par la

montée de nouveaux concurrents<sup>2</sup> sur le marché européen, celle de la crise financière mondiale en 2008 et celle de la crise sanitaire du Covid-19 en 2020. Par ailleurs, la balance commerciale a enregistré des valeurs négatives tout au long de la période d'étude avec un taux d'ouverture qui s'établit à 76,20% en 1985 et 72% en 2020.

La diminution du taux de couverture enregistrée au cours de cette période s'explique en partie par le nombre important d'accords de libre-échanges bilatéraux et multilatéraux signé par le Maroc ; le graphique montre que l'écart entre les importations et les exportations s'est considérablement creusé au cours de la période 2000-2020, c'est-à-dire avec l'entrée en vigueur de la plupart des accords de libre-échanges signés par le Maroc. Ce constat met en lumière la compétitivité des entreprises marocaines sur le marché international, une compétitivité qui doit être soutenir dans l'objectif de renforcer les exportations vers les pays avec lesquels le Maroc a signé des accords de libre-échanges.

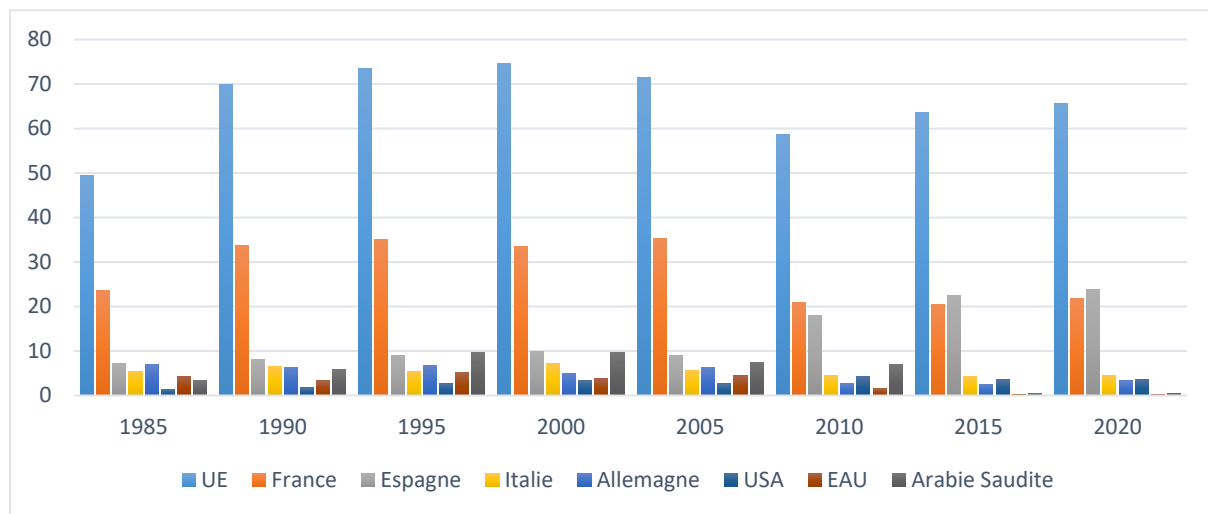
Cependant, bien que l'économie marocaine enregistre un solde commercial déficitaire, l'effet néfaste de ce dernier sur la balance des paiements est compensé en grande partie par l'entrée des flux d'IDE, des transferts des Marocains résidant à l'étranger et des recettes de voyages. Ces dernières ont atteint 36,4 Milliards de dirhams en 2020 contre 11,2 Milliards en 1995. De même, les recettes des MRE se sont établis à 68 Milliards de Dirhams en 2020 contre 16,8 Milliards en 1995 en enregistrant un record inédit. Pour ce qui des flux nets d'IDE, ils se sont chiffrés à 13,5 MMDH en 2020.

En ce qui concerne la structure géographique des échanges commerciaux marocains, les données statistiques fait apparaitre la prépondérance de l'Union Européenne pendant la période d'étude 1985-2020. Le graphique 2.2 montre que les exportations vers l'UE ont représenté 65,86% en moyenne du total des exportations tout au long de la période 1985-2020. Cette position occupée par l'UE dans l'échange commercial du Maroc est expliquée en grande partie par la valeur des échanges avec la France (considéré comme le principal partenaire du Maroc).

---

<sup>2</sup> Les pays de l'Europe de l'Est et d'Asie

**Graphique 2.2 : Structure géographique des exportations marocaines selon les principaux partenaires entre 1985-2020 (en% du total)**



**Source :** *Elaboré par l'auteur sur la base des données publiées par l'office des changes, 2021*

Les exportations vers l'UE ont enregistré un accroissement ininterrompu entre 1985 et 2000. Cependant, la période 2000-2010 a enregistré un repli considérable de 15%, ce dernier s'est creusé à cause de la crise financière mondial de 2008 qui impacté négativement l'activité économique européenne.

Depuis 2012, l'année durant laquelle l'économie mondiale commence à se remettre des effets néfastes de la crise financière et économique, les exportations du Maroc vers l'UE ont enregistré un accroissement continu jusqu'à l'année 2020. Pour ce qui des exportations vers les autres partenaires, celles-ci demeurent modestes et leur croissance après la crise de 2008 a été marquée par des fluctuations.

En général, l'analyse des transactions réalisées avec l'extérieur au cours de la période 1985-2020 nous a permis de tirer les conclusions suivantes :

- L'Union Européen demeure la principale destination des exportations Marocaines et la première source de ses importations.
- La France a représenté, tout au long de cette période, le premier partenaire du Maroc en termes d'échanges commerciaux avec une part qui dépasse en moyenne 40% des échanges avec l'UE, ce qui explique clairement le poids de l'UE dans le total des échanges extérieurs du Maroc.
- Les échanges avec les pays arabes ne reflètent pas le poids réel des relations historiques et des intérêts communs entre le Maroc et ces pays.

- Bien que le Maroc a signé un nombre important d'accords de libre-échanges avec plusieurs pays et groupe de pays, les chiffres réalisés après l'entrée en vigueur de la plupart de ces accords ne traduisent pas les objectifs escomptés. Bien au contraire, les résultats de ces accords ont affiché quelques effets négatifs sur la balance commerciale du Maroc.

En d'autre part, la répartition des échanges commerciaux du pays selon les groupes de produits fait apparaître une évolution avec fluctuations des importations en enregistrant la prépondérance des produits finis et d'équipement entre 1990 et 2020 en dépassant en moyenne 44% du total des importations. Les produits finis de consommation ont enregistré une évolution progressive depuis 1985 à l'exception de la période 2000-2005 qui a connu un recul considérable de la part de ces produits dans le total des produits importés. D'autre part, l'examen de l'évolution de la part des produits énergétiques laisse apparaître une considérable diminution de cette part entre 1985 et 2020 en passant de 28% à 12%. De même, la part des produits bruts a régressé durant cette période en chutant de 15,6% en 1985 à 4,6% en 2020. Quant aux exportations, L'analyse par groupe de produits révèle que la part des produits énergétiques demeure faible par rapport aux autres groupes de produits (2,29% en moyenne pendant 1985-2020). Pour ce qui est des produits finis de consommation, ils représentent en moyenne 32% entre 1985 et 2020. La part des produits bruts a évolué avec des fluctuations, durant la période d'étude elle a enregistré deux pics en 1985 et 2005, avec des périodes de régression (1986-2003 et 2006-2020). Quant à la part des produits finis d'équipements, on assiste à une considérable augmentation de celle-ci au cours des dix dernières années, en enregistrant un taux d'accroissement expansionniste entre 2005 et 2010, passant de 1,90% à 15,40%.

La comparaison entre les exportations et les importations du pays sur la base des groupes de produits explique en partie l'écart en termes de valeur entre les deux composantes de l'échange commercial entre le Maroc et l'extérieur. La prédominance des demi-produits, des produits énergétiques et des biens d'équipements sur le total des importations met en valeur ces dernières par rapport aux exportations qui se caractérisent, généralement, par la dominance des produits alimentaires, des produits finis de consommation et des demi-produits.

### **3. Méthodologie, résultats et discussion**

#### **3.1. Méthodologie et sources de données**

L'objectif de cette étude est de saisir l'effet des IDE sur la croissance économique du Maroc compte tenu de l'ouverture commerciale. Pour ce faire, nous utiliserons des données de séries

chronologiques annuelles de la période 1985-2020. Nous nous basons dans notre modélisation sur la méthode ARDL (Autorégressive Distributed Lag). Le choix de ce modèle s'explique essentiellement par trois principaux avantages qu'il représente par rapport aux autres méthodes d'estimation. Premièrement, la modélisation ARDL donne des estimations des coefficients de long terme et ne nécessite pas que les variables utilisées soient d'ordre  $I(0)$  ou stationnaires en première différence  $I(1)$ . Deuxièmement, cette technique fournit généralement des informations d'estimations impartiales du modèle à long terme et statistiques  $t$  valides même lorsque certains des régresseurs sont endogènes (Harris, 2003). Inder (1993) et Pesaran (1997) ont montré que le problème de l'endogénéité peut être corrigé par l'inclusion de la dynamique. Troisièmement, le modèle ARDL représente de bonnes propriétés pour les échantillons de petite taille.

Les données utilisées dans cette étude sont issues, principalement, du Haut-Commissariat au Plan (HCP), de la Banque Mondiale « les indicateurs de développement dans le monde » (WDI) et de la CNUCED « Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement », et portent sur une période allant de 1985 à 2020 (soit 35 années).

### 3.1.1. Spécification du modèle

La spécification du modèle de base utilisé dans cet article se présente sous la forme suivante :

$$\text{LogPIBh}_t = \alpha_0 + \alpha_1 X_t + \alpha_2 (IDE_t * Ouv_t) + \varepsilon_t$$

Afin de comprendre cette équation économétrique, nous développons l'intitulé de chaque variable utilisée dans la spécification ci-dessus.

$$\text{LogPIBh}_t = \alpha_0 + \alpha_1 FBCF_t + \alpha_2 POP_t + \alpha_3 Infl_t + \alpha_4 KH_t + \alpha_5 IDE_t + \alpha_5 (IDE_t * Ouv_t) + \varepsilon_t$$

Où le **PIBh** (la variable dépendante de notre modèle) représente le produit intérieur brut par habitant, C'est la valeur du produit intérieur brut sur le nombre de la population active d'un pays, la **FBCF** représente le taux d'investissement domestique utilisée comme proxy du capital physique, **POP** est une variable démographique qui indique le taux de croissance de la population en années, **Infl** est le taux d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation, noté IPC, **KH** est le capital humain mesuré par le taux brut de scolarisation au secondaire (Mankiw et al. 1996), **IDE** représente les flux internationaux des capitaux réalisés, **Ouv** représente le degré d'ouverture commerciale de l'économie mesurée par le ratio de la somme des importations et des exportations par rapport au PIB,  $\alpha_0$  est la constante du modèle et  $\varepsilon$  est le terme d'erreur,  $\alpha_1, \dots, \alpha_5$  sont les coefficients à estimer (le pouvoir d'effet de chaque variable indépendante sur la variable dépendante). Le terme interactif ( $IDE_t * Ouv_t$ )

représente l'effet d'interaction des deux variables IDE et Ouverture commerciale sur la croissance économique du pays. Ce terme interactif est intégré dans le modèle pour mesurer l'effet de complémentarité des IDE et de l'ouverture sur la croissance économique. Le choix de cette variable se base sur l'hypothèse selon laquelle l'effet de l'IDE sur la croissance est démultiplié par un degré élevé d'ouverture commerciale.

Comme nous l'avons déjà signalé, notre modélisation se basera sur la méthode ARDL. De ce fait, notre modèle sera comme suit :

$$\begin{aligned}\Delta \ln(PIB_h)_t = & \beta_0 + \beta_1 \ln(\ln PIB_h)_{t-1} + \beta_2 FBCF_{t-1} + \beta_3 POP_{t-1} + \beta_4 Infl_{t-1} \\ & + \beta_5 TSS_{t-1} + \beta_6 IDE_{t-1} + \beta_7 \delta_{t-1} + \sum_{i=1}^P \alpha_1 \Delta \ln(PIB_h)_{t-i} \\ & + \sum_{i=1}^{q1} \alpha_2 \Delta FBCF_{t-i} + \sum_{i=1}^{q2} \alpha_3 \Delta POP_{t-i} + \sum_{i=1}^{q3} \alpha_4 \Delta Infl_{t-i} + \sum_{i=1}^{q4} \alpha_5 \Delta TSS_{t-i} \\ & + \sum_{i=1}^{q5} \alpha_6 \Delta IDE_{t-i} + \sum_{i=1}^{q6} \alpha_7 \Delta \delta_{t-i} + \varepsilon_t\end{aligned}$$

Où  $\delta$  est le terme interactif (IDE\*OUV).

La revue de littérature théorique et empirique nous a amenée à spécifier notre modèle de recherche sous un certain nombre d'hypothèses. Nous présentons, ci-dessous un tableau contenant la nature de l'impact de chaque variable explicative sur la variable à expliquer (la croissance économique).

**Tableau 3.1 : L'effet attendu des variables explicatives**

| VARIABLES EXPLICATIVES | SIGNE ATTENDU |
|------------------------|---------------|
| <b>FBCF</b>            | (+)           |
| <b>KH</b>              | (+)           |
| <b>POP</b>             | (-)           |
| <b>IDE</b>             | (+)           |
| <b>INFL</b>            | (-)           |
| <b>IDE*OUV</b>         | (+)           |

Source : Elaboration par l'auteur

Dans la suite, il s'agit de toutes ces hypothèses que nous cherchons à tester dans cette étude, voire dans quelle mesure elles peuvent se vérifier dans le cas de l'économie marocaine.



### 3.1.2. Estimation du modèle ARDL

L'estimation de notre modèle passe par les étapes suivantes :

#### ❖ Etude de la stationnarité des variables

Afin d'étudier la stationnarité des variables utilisées dans notre étude empirique, nous faisons recours aux tests de stationnarité développés par Dickey-Fuller Augmenté (ADF, 1981). Le tableau suivant présente les résultats du degré d'intégration des variables.

**Tableau 3.2 : Résultats du test de racine unitaire ADF**

| Variables      | En niveau   |         | En première différence |         | Degré d'intégration |
|----------------|-------------|---------|------------------------|---------|---------------------|
|                | Statistique | P-value | Statistique            | P-value |                     |
| <b>PIB_H</b>   | -0,91       | 0,3117  | -13,51                 | 0,0000  | I(1)                |
| <b>FBCF</b>    | -2,92       | 0,1672  | -5,61                  | 0,0003  | I(1)                |
| <b>TSS</b>     | -0,86       | 0,9481  | -4,41                  | 0,0069  | I(1)                |
| <b>POP</b>     | 2,10        | 0,9895  | -5,40                  | 0,0276  | I(1)                |
| <b>IDE</b>     | 0,18        | 0,5483  | -3,58                  | 0,0040  | I(1)                |
| <b>Infl</b>    | -2,59       | 0,0112  | -                      | -       | I(0)                |
| <b>IDE*OUV</b> | 2,87        | 0,0000  | -                      | -       | I(0)                |

*Source : Elaboration par l'auteur sous STATA*

Les résultats du test de stationnarité affirment l'existence des variables qui sont intégrées du même ordre I(1)) et d'autres qui sont stationnaires en niveau I(0)). Ces résultats suggèrent la validation de la première condition d'utilisation du modèle ARDL. Nous pouvons effectuer le test de cointégration des bornes de Pesaran. La statistique de test calculée, la valeur F de Fisher, sera comparée aux valeurs critiques.

#### ❖ Test de cointégration : Test de Bound

Les résultats du test de cointégration (Pesaran) confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries étudiées. La valeur de **F-stat (7,33)** est supérieur à celle de la borne supérieure (3,61) au seuil de 5%, ce qui permet d'estimer la relation de long terme entre les IDE et la croissance économique.

#### ❖ La détermination du nombre de retard optimal

**Tableau 3.3 : Nombre de retard des variables du modèle**

| Les retards | Variables du modèle |
|-------------|---------------------|
| <b>p</b>    | LogPIBH : 1         |
| <b>q1</b>   | FBCF : 0            |
| <b>q2</b>   | POP : 0             |
| <b>q3</b>   | Infl : 2            |
| <b>q4</b>   | IDE : 1             |
| <b>q5</b>   | IDE*OUV : 1         |

*Source : Elaboration par l'auteur sous STATA*

### ❖ Tests de violation des hypothèses

Cette étape de l'approche ARDL consiste à vérifier la robustesse du modèle estimé. Il s'agit de vérifier la normalité des erreurs, de tester leur autocorrélation, puis de s'assurer si ces erreurs constituent un bruit blanc.

**Tableau 3.4 : Tests de violation des hypothèses stochastiques**

| Hypothèse                 | Test                  | Résultat |
|---------------------------|-----------------------|----------|
| <b>Autocorrélation</b>    | Breusch-Godfrey       | 0,3421   |
| <b>Hétéroscédasticité</b> | Breusch-Pagan-Godfrey | 0,0840   |
| <b>Normalité</b>          | Jarque-Bera           | 0,4281   |

*Source : Elaboration par l'auteur sous STATA*

L'estimation des modèles ci-dessus est bien spécifiée car les P-values associées aux tests sont supérieures à 5%. Par conséquent, nous pouvons qualifier les paramètres des modèles économétriques comme des estimations robustes.

Après avoir procédé à l'estimation de notre modèle économétrique et de s'assurer de sa stabilité statistique en utilisant les tests stochastiques, nous passons à la présentation et l'interprétation des résultats obtenus.

## 3.2. Résultats de l'estimation

### 3.2.1. Effets à court terme

**Tableau 3.5 : Résultats du modèle ARDL (Effets à court terme)**

| Variables explicatives | Coefficients         |
|------------------------|----------------------|
| <b>CointEq(-1)</b>     | -1,752<br>(0,000)*** |
| <b>D(FBCF)</b>         | 0,00018<br>(0,942)   |
| <b>D(POP)</b>          | 1,083<br>(0,031)**   |
| <b>D(POP(-1))</b>      | -2,092<br>(0,092)*   |
| <b>D(POP(-2))</b>      | 1,172<br>(0,021)**   |
| <b>D(Infl)</b>         | -0,005<br>(0,072)*   |
| <b>D(TSS)</b>          | 0,00053<br>(0,894)   |
| <b>D(TSS(-1))</b>      | -0,012<br>(0,002)*** |
| <b>D(IDE)</b>          | 0,003<br>(0,184)     |
| <b>D(IDE*OUV)</b>      | 0,0001<br>(0,055)**  |
| <b>Constante</b>       | 16,489<br>(0,000)*** |

*Source : Elaboration par l'auteur sous STATA*

### 3.2.2. Effets à long terme

**Tableau 3.6 : Résultats du modèle ARDL (Effets à long terme)**

| Variables explicatives | Coefficients         |
|------------------------|----------------------|
| <b>FBCF</b>            | 0,200<br>(0,942)     |
| <b>POP</b>             | -0,154<br>(0,000)*** |
| <b>Infl</b>            | -0,009<br>(0,064)**  |
| <b>TSS</b>             | 0,012<br>(0,000)***  |
| <b>IDE</b>             | 0,005<br>(0,061)**   |
| <b>IDE*OUV</b>         | 0,003<br>(0,097)*    |
| <b>Constante</b>       | 9,412<br>(0,000)***  |

*Source : Elaboration par l'auteur sous STATA*

### 3.3. Discussion des résultats

Un constat général des résultats de notre estimation basée sur le modèle ARDL, montre que les variables utilisées dans cette étude affichent des signes attendus, et que à long terme, les variables IDE, ouverture commerciale en combinaison avec l'IDE, capital humain, et inflation sont statistiquement significatives. Ce constat veut dire que ces variables jouent un rôle important dans la stimulation de la croissance au Maroc

Concernant la variable IDE, les résultats de notre investigation empirique montrent que cette variable exerce un effet significatif et positif sur la croissance du Maroc. Ce qui est cohérent avec les résultats de plusieurs études empiriques concernant la relation IDE-croissance (Globerman 1979, Lucas 1988, Romer 1986, 1990, Blomstrom & Wolf 1994, Caves 1996, De Mello Jr. 1999, Djankov & Hoekman 2000, Li et Liu, 2005, Bouoiyour et Toufik 2003, 2004, 2005 et 2007). En fait, les IDE stimulent la croissance des pays d'accueil grâce à la contribution dans la création de la valeur ajoutée, la création de l'emploi, l'encouragement des exportations, l'accumulation du capital humain via la formation de la main d'œuvre et l'amélioration de la performance et de la productivité des firmes locales via le transfert technologique, ce qui influence par la suite la croissance du pays récepteur.

En ce qui concerne la variable capital-humain, les résultats affichent un effet positif et largement significatif de cette variable sur la croissance économique du Maroc entre 1985 et 2020, ce qui rejoint la littérature qui suppose que le capital humain joue un rôle primordial dans la stimulation de la croissance économique des pays. Toutefois, les résultats montrent que

l'effet du capital humain sur la croissance demeure faible. Ce constat est expliqué, en grande partie, par deux facteurs, le premier est que le niveau de qualification de la population active au Maroc n'a pas encore atteint le niveau suffisant pour que la croissance puisse mieux profiter de cette richesse, le deuxième est qu'une grande partie des ressources humaines travaille dans des secteurs à faible valeur ajoutée (l'agriculture, le textile, l'immobilier...).

A cet égard, plusieurs mesures d'amélioration du stock de capital humain ont été prises ces dernières années par les pouvoirs publics, notamment, la réforme du système éducatif et l'élargissement de l'offre de la formation professionnelle.

Pour ce qui est du terme interactif IDE\*ouverture, nous constatons, d'après les résultats, que l'IDE en combinaison avec l'ouverture commerciale exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique du Maroc au seuil de 1%. Ce qui signifie l'existence d'un effet de complémentarité de l'IDE et l'ouverture, ceci affirme les résultats de plusieurs études antérieures (Fu, 2007 ; Khordagui et Saleh, 2013 et Mansouri, 2009 pour le cas du Maroc). Néanmoins, cet effet demeure faible, ce qui pourrait suggérer que le niveau de l'ouverture commerciale ne joue pas pleinement son rôle attendu en tant qu'amplificateur des effets de l'IDE sur la croissance, ceci est expliqué essentiellement par le niveau insuffisant du degré d'ouverture de l'économie Marocaine, et ce malgré la signature de plusieurs accords de libre-échange avec différents pays et groupement de pays dans les vingt dernières années. Mais également, par la nature des investissements directs étrangers qui, lorsqu'ils opèrent dans les secteurs de l'énergie et des services, exercent des effets de report faibles, et ne créent pas de valeur ajoutée avant réexportation (Sadik et Bolbol, 2001).

Pour la variable inflation, les résultats de cette étude montrent un effet négatif et significatif à 1% (signe attendu). Cela signifie que l'instabilité économique, mesurée par l'inflation influe négativement le processus de croissance du pays pour la période d'étude.

La formation brute de capital fixe (FBCF) contribue positivement et significativement à la croissance économique du Maroc entre 1985 et 2020 (effet attendu). Ce résultat rejoint l'ensemble des études théoriques et empiriques qui confirment le rôle de l'investissement dans la stimulation de la croissance économique. Il est à signaler que, d'après les résultats de cette étude, l'effet de l'investissement domestique sur la croissance est important par rapport aux autres variables introduites dans notre modèle.

Pour ce qui est de la croissance démographique. Les résultats montrent que la variable population a un effet négatif et largement significatif sur la croissance (effet attendu). Ce résultat est cohérent avec une grande partie de la littérature qui suppose qu'un taux de

croissance de population non contrôlé peut avoir un effet négatif sur la croissance du pays (Mankiw et al. 1992).

### **Conclusion**

La visée du présent article est de saisir l'effet de l'IDE sur la croissance de l'économie marocaine compte tenu du degré d'ouverture commerciale de ladite économie. L'analyse repose sur l'outil économétrique qui se base sur la méthode ARDL « Autorégressive à échelons retardés » en utilisant des séries chronologiques d'une période allant de 1985 à 2020. Les résultats de notre investigation économétrique montrent l'existence d'un effet positif et significatif de long terme des investissements directs étrangers sur la croissance économique du Maroc entre 1985 et 2020.

S'agissant de l'effet d'interaction entre les investissements directs étrangers et l'ouverture commerciale du pays. Les résultats obtenus font apparaître un effet positif et significatif à 1%. Cependant, cet effet est faible à long terme et très faible à court terme. Ces résultats sont expliqués en grande partie par le fait que l'effet des IDE sur la croissance du pays d'accueil n'apparaît pas sur le court terme. Pour ce qui est du long terme, la faiblesse du pouvoir d'effet de la combinaison de ces deux variables est due essentiellement au fait que le degré d'ouverture commerciale est encore insuffisant, ce qui ne permet pas à cette dernière d'amplifier les effets des IDE sur la croissance.

Enfin, pour approfondir l'analyse en matière des effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays d'accueil, plusieurs pistes de recherches sont proposées. Tout d'abord une évaluation des effets des IDE sur la croissance économique tenant compte des différentes composantes de la capacité d'absorption dont dispose le pays. En outre, une étude comparative entre pays en voie de développement concernant l'effet de l'écart technologique entre le pays d'origine et le pays hôte sur la transmission technologique des IDE peut être effectuée.

### **BIBLIOGRAPHIE**

**Adams, S. (2009).** Foreign Direct Investment, Domestic Investment and Economic Growth in Sub-Saharan Africa. *Journal of Policy Modeling*, 31, 939-949

**Adeyeye, O. P. (2016).** Impact of foreign direct investment on economic growth in Africa. *Problems and Perspectives in Management*, 2016(14 (2)), 289-297.

**AIT SOUSSANE, J., & MANSOURI, Z. . (2020).** Investissements directs étrangers et spillovers technologique au Maroc : une analyse empirique avec l'approche de cointégration

bivariée dynamique de 1970 à 2017. *Revue Du contrôle, De La Comptabilité Et De l'audit*, 3(1). Retrieved from

**Balasubramanyam, V. N., Salisu, M., & Sapsford, D. (1996).** Foreign direct investment and growth in EP and IS countries. *The economic journal*, 106(434), 92-105.

**Baldwin, R. (2005).** Heterogeneous firms and trade: testable and untestable properties of the Melitz model.

**Barro, R. (1997).** *Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study*. MIT Press.

**Ben Slimane, S. & Zouikri, M. (2016).** Investissements directs étrangers et capacité d'absorption nationale : les leviers de croissance des économies du Maghreb. *Marché et organisations*, 26, 19-47. <https://doi.org/10.3917/maorg.026.0019>

**Berthélemy, J.C. & Sylvie D. (2000).** Foreign direct investment and economic growth: Theory and application to China. *Review of Development Economics* 4: 140–55

**Bhagwati, J. N., & Srinivasan, T. N. (1978).** *Trade policy and development* (Vol. 90). Washington, DC : World Bank.

**Boudjedra. F. (2004).** « Risque pays, IDE et crise financière internationale évaluation et étude empirique », Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), version préliminaire, Avril 2004.

**Bouoiyour, J., & Toufik, S. (2007).** L'impact des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines. *Région et développement*, 25, 115-136.

**De Mello. (1997).** « Foreign Direct Investment in developing countries and growth: a selective survey », *Journal of Development Studies*, vol 34, N°1, pp: 1-34, 1997.

**De Mello, L.R. (1999).** Foreign Direct Investment-led Growth: Evidence from Time Series and Panel Data. *Oxford Economic Papers*, 51, 133-151.

**Dutt A.K, (1997).** The pattern of direct foreign investment and economic growth, *World Development*. Volume 25, Issue 11, 1997, Pages 1925-1936.

**E. Borensztein J. De Gregorio J-W. Lee (1998),** *Journal of International Economics*, Volume 45, Issue 1, 1 June 1998, Pages 115-135.

**Husain, I., & Wang, Y. (1996).** Investissement direct étranger en Chine et croissance économique.

**Iqbal Chaudhry, N., Mehmood, A., & Saqib Mehmood, M. (2013).** Empirical relationship between foreign direct investment and economic growth: An ARDL co-integration approach for China. *China Finance Review International*, 3(1), 26-41.

**Jugurnath, B., Chuckun, N., & Fauzel, S. (2016).** Foreign direct investment & economic growth in Sub-Saharan Africa: an empirical study. *Theoretical Economics Letters*, 6(4), 798-807.

**Kawai, H. (1994),** International comparative analysis of economic growth: trade liberalization and productivity. *The developing economies*, 32: 373-397

**Mallampally. P. & Karl. P. (1999).** « Foreign Direct Investment in Developing Countries », *Finance and Development*, vol. 36. March 1999, pp. 34-37.

**Nurbel, A., et Ahamada, I. (2008).** Investissements directs étrangers entrants et développement : l'enjeu de la capacité d'absorption. *Mondes en développement*, n° 143(3), 79-96.

**Ray B., Nigel P. (1997).** Foreign Direct Investment, Technological Change, and Economic Growth within Europe, *The Economic Journal*, Volume 107, Issue 445, 1 November 1997, Pages 1770–1786.

**Romer, D. (1993).** Openness and Inflation: Theory and Evidence. *The Quarterly Journal of Economics*, 108, 869-903.

**Sharma, Basu & Abekah, Joe. (2008).** Foreign Direct Investment and Economic Growth of Africa. *Atlantic Economic Journal*. 36. 117-118. 10.1007/s11293-007-9103-9.

**Zhang, K. H. (2001).** How does foreign direct investment affect economic growth in China? *Economics of transition*, 9(3), 679-693.

#### WEBOGRAPHIE

**Banque Al-Maghreb,** <https://www.bkam.ma/>

**Banque mondiale,** <https://databank.banquemondiale.org/home.aspx>

**UNCTAD-STAT,** <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableView/tableView.aspx>

**Ministère de l'économie et des finances,** <https://www.finances.gov.ma/fr/Pages/index.aspx>

**Office des Changes,** <https://www.oc.gov.ma/fr/etudes-et-statistiques/series-statistiques>